

75^e baromètre de conjoncture Fiducial des TPE – 1^{er} trimestre 2024 Focus 'Les chefs d'entreprise et l'Europe'

Des dirigeants de TPE partagés entre une volonté de rester dans l'UE et une défiance accrue à l'égard des normes imposées aux entreprises.

Ralentissement des embauches : la tendance se confirme depuis mars 2023

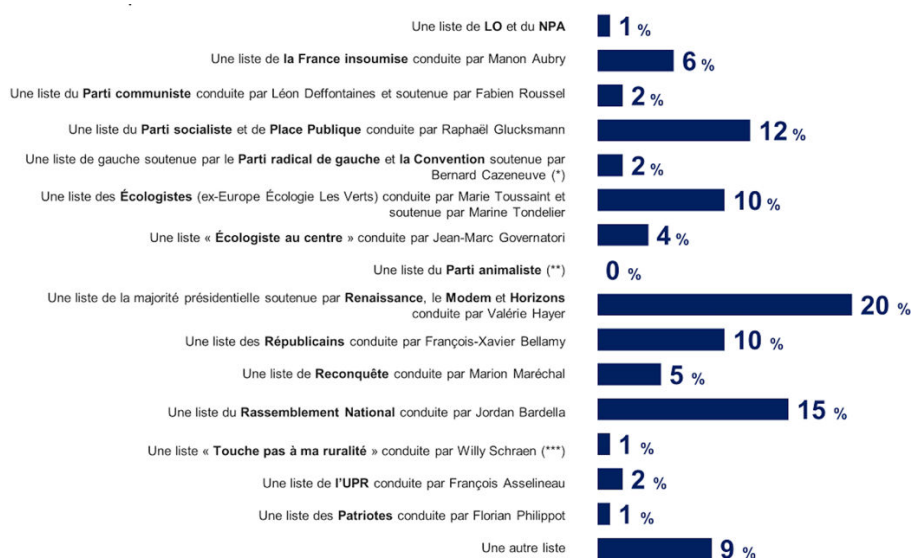
Paris, le 13 mai 2024 – La 75^e vague du Baromètre des TPE, enquête trimestrielle menée par l'IFOP pour Fiducial auprès de 1014 dirigeants de TPE met en avant la posture ambivalente des dirigeants face à l'Europe. Entre méfiance vis-à-vis des réglementations européennes et volonté franche de rester dans l'UE, les petits patrons sont de plus en plus réservés sur les questions européennes, comme l'illustrent des intentions de vote contrastées.

Ce début d'année est également marqué par un ralentissement des embauches, en baisse depuis mars 2023, en particulier pour les entreprises de moins de 10 salariés.

Des intentions de vote plus partagées que dans la moyenne nationale

Interrogés sur leurs intentions de vote, les patrons placent la **majorité présidentielle** (Renaissance, Modem, Horizons) **en tête avec 20 % des voix**, suivie par le Rassemblement National (**15 %**) et le Parti socialiste (**12 %**). Les Écologistes et Les Républicains se placent à **10 % des intentions de vote**. Quant à la France Insoumise, elle ne représente que 6 %.

Les intentions de vote à l'élection européenne de 2024 en pourcentage des suffrages exprimés



Les dirigeants d'entreprise témoignent d'un rapport à l'Europe de plus en plus dépassionné

Seuls **31 % des patrons de TPE** considèrent que l'Europe représente plutôt des opportunités et des avantages, tandis que **37 % en soulignent les contraintes ou les risques**.

Pour **32 %**, l'Europe ne représente « ni l'un ni l'autre », une augmentation de 22 points par rapport à juillet 2008. Cela montre un sentiment ambivalent par rapport à l'Europe chez les dirigeants des TPE, qui émettent davantage de réserves que dans les sondages des années précédentes.

Ils sont près de la moitié (**49 %**) à déclarer que l'Union européenne représente plutôt des avantages

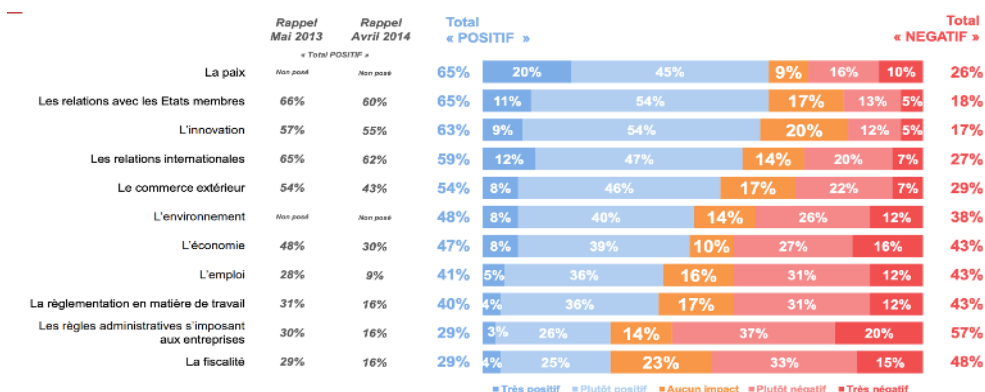
pour leur avenir et celui de leurs proches, **contre 60 % en juillet 2008**.

Des patrons qui souhaitent rester dans l'Union européenne mais une perte d'enthousiasme quant aux opportunités qui en découlent

66 % des dirigeants estiment qu'il est dans l'intérêt de la France de rester dans l'Union européenne. Le pourcentage de « non » a progressé de 9 points depuis 2013 (passant de 15 % à 24 %). Les dirigeants affirment que l'appartenance de la France à l'Union européenne a un **impact positif sur la paix à 65%, les relations avec les États membres à 65 %, l'innovation à 63 %**.

Si l'Europe représente toujours pour eux une monnaie commune (**75 %**) et des échanges économiques facilités (**56 %**), ces indicateurs positifs sont largement en baisse par rapport à avril 2005. Les entrepreneurs ne relient plus l'Europe à des débouchés commerciaux (60 % plutôt non contre 60% plutôt oui en avril 2005).

L'impact de l'appartenance de la France à l'Union européenne dans différents domaines



Une Europe critiquée pour son fonctionnement et sa réglementation "inadaptée"

54 % des dirigeants considèrent que l'Europe fonctionne mal. Pour 57 %, l'Union européenne est caractérisée par des réglementations contraignantes et 48 % mettent en avant l'impact négatif de la fiscalité.

62 % considèrent qu'elle ne protège pas aussi efficacement son marché intérieur de la mondialisation que les autres grandes puissances économiques mondiales (USA, Chine, Russie, Japon...)

Conjoncture : ralentissement des embauches

Les dirigeants gardent le moral malgré un climat des affaires qu'ils jugent pessimiste

Dans un contexte de crise internationale, de hausse du déficit public et des premières actions menées par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, **le niveau de confiance envers les mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement chute de 8 points pour s'établir à 31 %**, après une progression de 12 points au dernier trimestre 2023.

68 % des dirigeants sont pessimistes concernant le climat des affaires en France. Ils sont cependant **57 % à se déclarer optimistes quant à leur activité**. Ce dernier indicateur se fixe au-dessus de la moyenne des scores enregistrés depuis plus de 20 ans (51 %).

Un ralentissement des embauches avec une baisse de 3 points depuis le mois de janvier

10 % des dirigeants de TPE ont embauché ou prévoient d'embaucher du personnel, résultat qui signe une baisse durable : -3 points par rapport à la fin d'année et -5 points depuis mars 2023. Ce chiffre passe à 9 % pour les TPE de moins de 10 salariés. Le secteur de l'hôtellerie se démarque positivement avec 19 % d'embauches de personnel. En miroir, **8 % des TPE déclarent avoir supprimé un ou plusieurs postes** lors du dernier trimestre 2023 (+2 points par rapport au T4 2023). **86 % des TPE n'ont aucun poste vacant** dans leur entreprise et en moyenne, il existe 0,2 poste vacant par TPE.

Les difficultés financières des dirigeants de TPE persistantes mais une décrue du risque de dépôt de bilan

33 % des TPE rencontrent des difficultés financières, un chiffre stable depuis janvier (+1 point). Cependant, **elles sont plus nombreuses (+4 points) à déclarer des difficultés financières très ou assez importantes** (une hausse qui se confirme depuis la rentrée 2023). 35 % des TPE ayant des difficultés financières assez, voire très importantes pourraient être contraintes de déposer le bilan, mais leur nombre baisse de 10 points par rapport au dernier trimestre 2023, elles représentent ainsi moins de 7% des entreprises.

Méthodologie de l'étude | Échantillon de 1014 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, incluant les auto-entrepreneurs, raisonné sur les critères de secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise. Échantillon interrogé par téléphone du 26 mars au 15 avril 2024. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffre d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

Méthodologie de l'intention de vote | L'enquête a été menée auprès de 686 dirigeants de très petites entreprises inscrits sur les listes électorales, issus d'un échantillon de 1 014 dirigeants de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés. Échantillon interrogé par téléphone du 26 mars au 15 avril 2024. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

A propos de FIDUCIAL

Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier. Aujourd'hui, près de **338 500 clients** font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis plus de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé avec **14 500 collaborateurs présents dans 850 agences**, soit une agence tous les 30 kilomètres.

En savoir plus : www.fiducial.fr

Contacts presse

Agence CorioLink

Axelle Carballo
06 02 29 25 87

axelle.carballo@coriolink.com

Pierre Alibert
06 87 40 90 76

pierre.alibert@coriolink.com

FIDUCIAL

Nathalie Duchambon
04 72 60 38 68

nathalie.duchambon@fiducial.net